

**GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE
DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE
(Maitre d'Ouvrage)**

**DIRECTION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE ET DE
L'INGENIERIE
Service Bâtiments, Terre-pleins et Infrastructures
Terrestres
(Maître d'Œuvre)**

**NOUVELLE ECLUSE DE TANCARVILLE
REMPLACEMENT D'UN GROUPE ELECTROGENE AU
POSTE 068**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

Sommaire

1	OBJET DU MARCHÉ PUBLIC - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1	Objet du marché public	5
1.2	Représentation du titulaire sur le chantier.....	5
1.3	Responsabilité sur le projet	5
1.3.1	<i>Maîtrise d'ouvrage (MOA)</i>	<i>5</i>
1.3.2	<i>Maître d'œuvre (MOE).....</i>	<i>5</i>
1.4	Forme des notifications et informations – bons de commande - ordres de service	5
1.4.1	<i>Forme des notifications et informations.....</i>	<i>5</i>
1.4.2	<i>Ordre de service.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1.4.3	<i>Bons de commande.....</i>	<i>6</i>
1.4.4	<i>Marchés subséquents</i>	<i>6</i>
1.5	Tranches et lots	6
1.6	Secret professionnel et obligation de discrétion	7
2	PIECES CONSTITUTIVES.....	7
2.1	Documents contractuels.....	7
2.2	Document non contractuels opposables au seul titulaire	8
2.3	Documents à titre indicatif	8
3	PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	8
3.1	Répartition des paiements.....	8
3.2	Tranche(s) optionnelle(s).....	8
3.3	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes.....	9
3.3.1	<i>Contenu des prix du marché public.....</i>	<i>9</i>
3.3.2	<i>Prestations gratuites ou non gratuites</i>	<i>10</i>
3.3.3	<i>Modalités de règlement des comptes.....</i>	<i>10</i>
3.4	Variation dans les prix	10
3.4.1	<i>Application de la taxe à la valeur ajoutée :.....</i>	<i>11</i>
3.4.2	<i>Disparition d'un indice ou d'un index :.....</i>	<i>11</i>
3.5	Paiement des co-traitants et des sous-traitants	12
3.5.1	<i>Désignation de sous-traitants en cours de marché</i>	<i>12</i>
3.5.2	<i>Modalités de paiement direct</i>	<i>12</i>
3.6	Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes	13
3.7	Délai de paiement	14
4	DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES.....	14
4.1	Délais d'exécution des travaux	14
4.2	Prolongation du délai d'exécution	14
4.3	Pénalités pour retard - Primes d'avance.....	15

4.4	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	15
4.5	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux de levée des réserves (réception avec réserves) 15	
4.6	Pénalités pour non-respect des prescriptions techniques.....	15
4.7	Retenue pour non-restitution de carte d'accès	15
4.8	Pénalités pour non désignation des représentants du titulaire sur le chantier	16
4.9	Conditions d'application des pénalités retenues et réfections.....	16
4.10	Pénalité pour travail dissimulé	16
4.11	Pénalités pour non-respect du PAE et/ou des prescriptions environnementales	Erreur ! Signet non défini.
5	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	17
5.1	Retenue de garantie	17
5.2	Avance	17
6	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	18
7	IMPLANTATION DES OUVRAGES	19
7.1	Plan général d'implantation des ouvrages	19
8	PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES PRESTATIONS, SURETE ET ENVIRONNEMENT	19
8.1	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	19
•	<i>Visite commune préalable du lieu de l'intervention/ plan de prévention</i>	<i>19</i>
8.1.1	<i>Langue du chantier</i>	<i>19</i>
8.1.2	<i>Terrain(s) ou bien(s) mis à la disposition de l'Entrepreneur.....</i>	<i>19</i>
8.1.3	<i>Les installations suivantes sont réalisées par l'entrepreneur</i>	<i>19</i>
8.1.4	<i>Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité.....</i>	<i>19</i>
8.1.5	<i>Signalisation</i>	<i>21</i>
8.1.6	<i>Usage des voies publiques urbaines</i>	<i>21</i>
8.1.7	<i>Dispositions relatives au risque amiante/plomb.....</i>	<i>21</i>
8.2	Politique sûreté de HAROPA PORT Le Havre	21
8.2.1	<i>Objectifs de la politique sûreté</i>	<i>21</i>
8.2.2	<i>Contenu de la politique sûreté</i>	<i>21</i>
8.2.3	<i>Exigences de sûreté au titre du présent marché.....</i>	<i>23</i>
9	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	24
9.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	24
9.2	Réception	25
9.3	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	25
9.4	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	25

10	GARANTIES CONTRACTUELLES	26
10.1	Garantie pour vice caché	26
10.2	Garanties particulières	26
11	ASSURANCES	26
11.1	Responsabilité	26
11.2	Assurances	26
12	DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES A L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE .	29
12.1	Destination – Engagement d'utilisation	29
12.2	Durée	30
12.3	Restitution des lieux – Remise en état	30
12.4	Sous-occupation	30
13	RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFIEE	30
14	RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE	31
14.1	Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. .	31
14.2	Obligations du titulaire	31
14.3	Obligations d'information.....	31
14.4	Mesures coercitives.....	32
15	CLAUSES DE RÉEXAMEN	32
16	REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	33
16.1	Obligation d'alerte préalable	33
16.2	Mémoire en réclamation	34
16.3	Procédure contentieuse	34
17	RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL	35
18	PRECISIONS POUR L'APPLICATION DU CCAG-TRAVAUX.....	35
19	ATTESTATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIES DE NATIONALITE ETRANGERE HORS U.E.	35
20	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	35

1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché public

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP.) concernent les travaux de remplacement d'un groupe électrogène au poste 068, situé à l'écluse de Tancarville de HAROPA PORT | Le Havre.

1.2 Représentation du titulaire sur le chantier

Aux fins de faciliter les contacts et les remises ou transmissions de tous documents relatifs au déroulement des prestations faisant l'objet du marché public et notamment les ordres de service, l'entrepreneur (autrement dénommé « titulaire » ou « groupement » ou « Entrepreneur » dans les pièces relatives au présent marché public) désignera au début de l'exécution des travaux, une personne habilitée par lui à recevoir sur le chantier ces documents, en qualité de représentant de l'Entreprise.

1.3 Responsabilité sur le projet

Les responsabilités s'exerçant sur le projet sont les suivantes :

1.3.1 Maîtrise d'ouvrage (MOA)

L'Entité Adjudicatrice assurant la Maîtrise d'Ouvrage est le grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, représenté par le Directeur général délégué en charge de la Direction territoriale du Havre (HAROPA PORT | Le Havre), en complément de l'article 2 du CCAG-Travaux, il est autrement dénommé « Personne Responsable du Marché » (P.R.M.) ou « acheteur » dans les pièces constitutives particulières et générales du marché public.

1.3.2 Maître d'œuvre (MOE)

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par la Direction de la Maîtrise d'Œuvre et de l'Ingénierie de HAROPA PORT | Le Havre. Elle sera représentée par le Service Bâtiments, Terre-Pleins et Infrastructures Terrestres, sous réserve de décision ultérieure du maître d'ouvrage.

1.4 Forme des notifications et informations – bons de commande - ordres de service

1.4.1 Forme des notifications et informations

Par dérogations à l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont émis par le seul Maître d'Œuvre. Ils sont adressés en deux exemplaires au titulaire soit par remise en main propre soit par courrier avec accusé de réception uniquement. Celui-ci renvoie immédiatement au Maître d'Œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés, émis et notifiés par le maître d'œuvre.

Le titulaire en accuse réception datée dans les conditions fixées ci-dessus.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Par dérogations à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant ne font pas l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de service. Les observations notifiées par le titulaire visant à informer le maître d'œuvre ne suspendent pas le délai d'exécution de l'ordre de service. Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de services même en l'absence de réponse à ses observations de la part du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage dans le délai de quinze jours mentionnés à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-Travaux, sous réserve des seuls articles 13.6, 14.2.2 et 50.2.1, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Toutefois, par dérogation aux articles 18.1.1 et 50.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire peut demander la résiliation du marché public si l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations n'a pas été notifié dans les six mois suivant la notification du marché.

Ordres de services de prix provisoires

En complément à l'article 13.4 du CCAG-Travaux qui concernent les prix provisoires, l'accord du maître d'ouvrage ne sera pas précisé dans l'ordre de service notifié au titulaire par le maître d'œuvre.

Les ordres de services prescrivant de commencer des travaux prévus au marché ne sont pas concernés par l'article 13 du CCAG-Travaux.

Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 et suivant du CCAG-Travaux, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant initial, ou le cas échéant le montant du dernier avenant approuvé par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant initial.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, deux mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra le montant initial, ou le cas échéant le montant du dernier avenant approuvé par le maître d'ouvrage. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà du montant initial, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant initial, et le cas échéant les mesures conservatoires, ne sont pas payés au titulaire.

1.4.2 Bons de commande

Sans objet.

1.4.3 Marchés subséquents

Sans objet.

1.5 Tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de découpage en lots.

1.6 Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents, études et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de HAROPA PORT | Le Havre.

2 PIECES CONSTITUTIVES

2.1 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicable au présent marché public, les pièces particulières et générales du marché public sont dans l'ordre de priorité décroissant en cas de contradiction entre elles :

a) Pièces particulières :

- L'Acte d'engagement (A.E.).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- L'Etat des prix forfaitaires, assorti des conditions particulières d'application des prix forfaitaires.
- Le Détail estimatif.
- L'annexe Tancarville - « Tancarville – Poste 68 - Implantation groupe électrogène ».

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**3.4.2 :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux en vigueur le jour de l'approbation du présent marché public.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.
- Les normes ou leurs équivalences, les règlements et décrets en vigueur cités dans l'annexe au CCAP.
- Les conditions générales d'occupation de HAROPA PORT | Le Havre.

La conformité aux normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états si elles sont reconnues comme équivalentes. Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises marquées NF ou autres, le titulaire pourra proposer à la personne publique des produits qui bénéficient de mode de preuves en vigueur dans d'autres états qu'il estime équivalents. Le titulaire devra alors apporter à la personne publique les éléments de mesure qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

2.2 Document non contractuels opposables au seul titulaire

- Le mémoire technique d'exécution fourni à l'appui de l'offre financière.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, ces documents, remis par l'entrepreneur à l'appui de son offre, constituent un engagement unilatéral de sa part vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre qui pourront, par conséquent, exiger à tout moment de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

Ces documents ne confèrent pas à l'entrepreneur de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ce document.

2.3 Documents à titre indicatif

Les documents énumérés ci-dessous ont été remis à l'Entrepreneur afin d'étudier son offre ou les dispositions particulières d'exécution des travaux ou constructives des ouvrages :

- Annexe 1 du CCAP "Rapport de diagnostic amiante avant travaux du poste 068 0002H_RAAT_081123_AA".
- Annexe 2 du CCAP "Rapport de diagnostic plomb avant travaux du poste 068 0002H_RPAT_230224_AP".
- Annexe 2 du CCTP "Plan d'implantation du groupe électrogène".

Les renseignements donnés dans ces documents doivent être vérifiés par le titulaire et ne sauraient d'aucune façon engager la responsabilité du Maître d'Ouvrage ou être mis en avant pour obtenir une prolongation du délai d'exécution ou une rémunération complémentaire au marché, quelles que puissent être les conséquences des erreurs d'interprétation de l'Entrepreneur.

D'une manière générale, tous les éléments qui ne sont pas spécifiés ci-dessus comme contractuels sont réputés être donnés à titre indicatif.

3 PRIX ET REGLEMENT

3.1 Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement, indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'Entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

3.2 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

Les précisions données ci-après s'appliquent à l'ensemble des prix du marché. Elles sont complétées par les dispositions particulières figurant éventuellement dans les libellés des prix de l'Etat des Prix Forfaitaires.

Les prix tiennent compte de toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, marge pour risque et bénéfice. Ils comprennent, en outre, toutes les sujétions particulières relatives à la nature des prestations, à la situation des lieux et aux circonstances locales. Ils tiennent compte des dispositions spécifiques relatives à l'occupation temporaire du domaine.

Ils comprennent, en outre, tous les frais afférents aux opérations de logistique, conditionnement, emballage, transport jusqu'au lieu de livraison.

3.3.1 Contenu des prix du marché public

Les prix tiennent compte de toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, marge pour risque et bénéfice. Ils comprennent, en outre, toutes les sujétions particulières relatives à la nature des prestations, à la situation des lieux et aux circonstances locales. Ils tiennent compte des dispositions spécifiques relatives à l'occupation temporaire du domaine.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas respectivement les intensités limites fixées dans le tableau suivant :

Nature du phénomène	Intensité limite
Vitesse du vent au Cap de la Hève	125 km/h
Précipitations exceptionnelles :	75 mm en 24 heures
Précipitations	Sans discontinuité pendant 5 jours consécutifs

En cas de dépassement des intensités limites indiquées ci-dessus, le titulaire ne pourra prétendre à indemnisation quant aux dommages subis par les ouvrages en cours de réalisation, que s'il apporte la preuve que ces dommages sont la conséquence directe du dépassement des seuils d'intempéries indiqués ci-dessus et ne résultent pas d'une imprévoyance de sa part. Dans le cas contraire, les frais résultants de la remise en état des ouvrages endommagés resteront entièrement à sa charge.

- En tenant compte des conditions d'accès aux zones de travaux.
- En tenant compte des sujétions pouvant être entraînées par le maintien de l'exploitation portuaire.
- En tenant compte des sujétions pouvant être entraînées par la concomitance d'autres chantiers sur la zone du chantier.
- En tenant compte des sujétions pouvant être entraînées par le respect des règles de sécurité et de sûreté (Zone ISPS sous contrôle d'accès, demande de badges).
- En tenant compte des sujétions pouvant être entraînées par la destruction d'équipements électriques contenant des matériaux pollués.

- En tenant compte du fait que, pour des raisons d'exploitation, les travaux pourront être effectués le week-end, de jour comme de nuit, en horaires décalés, en fonction de la possibilité de coupures d'alimentation tel qu'indiqué à l'article III.7 du CCTP.
- En tenant compte des sujétions pouvant être entraînées par la présence de personnel et/ou d'usagers dans les locaux faisant l'objet d'interventions.
- En tenant compte des mesures particulières d'organisation, d'hygiène et de sécurité indiquées à l'article 8 du présent CCAP.
- En tenant compte du règlement de police général des ports maritimes et du règlement particulier du HAROPA PORT | Le Havre.

En cas de non-respect de ces prescriptions, l'Entreprise titulaire du présent marché assumera l'entière responsabilité des conséquences des immobilisations éventuelles, ou autres, résultant de ses manquements.

En aucun cas le titulaire ne pourra se prévaloir de sujétions qui ne seraient pas mentionnées ci-dessus pour obtenir une prolongation de délais ou le renchérissement des prix de son marché dans la mesure où ces sujétions peuvent être considérées comme normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

3.3.2 Prestations gratuites ou non gratuites

Outre les facilités dont bénéficie de l'entreprise pour ses installations de chantier, aucune autre prestation n'est réputée fournie par HAROPA PORT | Le Havre.

3.3.3 Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes du présent marché sont précisées ci-dessous ; elles sont, le cas échéant, complétées par des modalités particulières spécifiées dans les libellés de prix de l'Etat des Prix Forfaitaires.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix forfaitaires figurant à l'Etat des Prix Forfaitaires.

Les comptes seront réglés par versement d'acomptes répartis de la manière suivante :

- **Acompte n° 1** : 20 % du montant du marché à la date de notification de l'approbation par le Maître d'Œuvre des documents listés à l'article III.4 du CCTP.
- **Acompte n° 2** : 40 % du montant du marché à la réception des recettes usine.
- **Acompte n° 3** : le solde, soit 40 % du montant du marché, après réception des travaux, dans les conditions fixées à l'article 9.2 du CCAP.

3.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 Les prix sont fermes, actualisables, suivant les modalités fixées du 3.5.2 au 3.5.5 ci-après.

3.4.2 Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois en cours lors de la remise des offres ; ce mois, indiqué en page de garde de l'Acte d'Engagement, est appelé "mois zéro".

3.4.3 Choix de l'index de référence :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national suivant :

Bâtiment : BT 47 « Electricité » (base 100 en 2010)

publié par l'INSEE et au Moniteur des Travaux Publics.

3.4.4 Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables :

L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_{d-3}}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

3.4.5 Actualisation provisoire :

Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-travaux, lorsqu'une actualisation ou révision des prix devait être effectuée provisoirement en utilisant une valeur antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune révision ou actualisation avant la révision ou actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index, des indices ou des valeurs correspondantes.

3.4.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des factures par l'entreprise, sauf dispositions légales contraires précisées en accompagnement d'un changement de taux de TVA.

3.4.7 Disparition d'un indice ou d'un index :

Dans le cadre de l'article 9.4.3 du CCAG-Travaux, en cas de disparition de l'indice ou index de référence, celui-ci sera remplacé par un autre indice ou index équivalent (suivant les recommandations disponibles sur le site de l'INSEE ou, en l'absence de disponibilité sur ce site, équivalent notoirement reconnu) par ordre de service notifié à l'entreprise.

3.5 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 2.41 du CCAG-Travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique,
- Le compte à créditer,
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la commande publique, à savoir l'acheteur ou le comptable assignataire des paiements.

Le remplacement d'un sous-traitant agréé lors de l'approbation du marché et dont le titulaire avait demandé la prise en compte pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières lors de sa candidature, ne pourra intervenir que si le sous-traitant pressenti dispose de capacités professionnelles, techniques ou financières équivalentes.

HAROPA PORT | Le Havre, Maître d'Ouvrage, pourra refuser d'accepter le changement ultérieur d'un sous-traitant si ce changement est de nature à remettre en cause la bonne exécution des prestations correspondantes et en particulier si ce sous-traitant ne dispose pas des qualifications ou références requises en prestations correspondantes.

Le retrait ou le désistement d'un sous-traitant intervenant dans ces conditions pourra conduire à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

3.5.2 Modalités de paiement direct

- Entrepreneur individuel ou société :

Conformément aux dispositions des articles R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, au titulaire et à l'acheteur ; cette demande de paiement tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A. sauf en cas d'autoliquidation.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement du sous-traitant, pour donner son accord ou notifier son refus à l'acheteur et au sous-traitant, sur le montant à payer. En cas d'accord, ou de silence conservé par le titulaire à l'issue de cette période de quinze jours, l'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.7.

Le montant accepté sera intégré par le titulaire dans son projet de décompte le plus proche.

- Entrepreneurs groupés solidaires :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des titulaires solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

- Entrepreneurs groupés conjoints :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à la part de prestations assignée à ce co-traitant suivant la répartition prévue à l'acte d'engagement.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement (solidaire ou conjoint), conformément aux dispositions des articles R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, à l'entrepreneur co-traitant et à l'acheteur ; cette demande de paiement tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A. sauf en cas d'autoliquidation.

L'entrepreneur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement du sous-traitant, pour donner son accord ou notifier son refus à l'acheteur et au sous-traitant, sur le montant à payer. En cas d'accord, ou de silence conservé par le titulaire à l'issue de cette période de quinze jours, l'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.7.

Le montant accepté sera intégré par l'entrepreneur co-traitant dans son projet de décompte le plus proche.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également donner son accord sur les sommes à payer au sous-traitant.

3.6 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes

Il sera fait application de l'article 12.6 du CCAG-Travaux, et par application du Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les décomptes mensuel, états d'acompte, projets de décompte final et décomptes généraux et définitifs avec leurs PJ devront nécessairement être transmis à HAROPA PORT | Le Havre via le portail de facturation mutualisé « Chorus Portail Pro » mis à disposition gratuitement par l'Etat (informations disponibles sur : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

Par dérogation à l'article 12.6 du CCAG-Travaux, les projets de décompte final et décomptes généraux soumises aux dispositions spécifiques ci-dessous.

Dans ce cadre, les dépôts de factures sur ce portail devront spécifier les éléments d'informations suivants :

- Mention obligatoire du numéro d'engagement juridique ;
- Code SIRET du GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE - HAROPA PORT –DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE : 899 614 804 00024

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Dès lors, tout envoi parallèle ou supplémentaire en version papier sera systématiquement rejeté par HAROPA PORT | Le Havre après avoir informé l'émetteur de l'obligation de procéder via le portail.

Dispositions spécifiques relatives aux projets de décompte final et décomptes généraux

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre, par courrier avec accusé de réception, dans le délai de deux (2) mois à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3.

Par dérogation aux articles 12.4.2 et 55.1.2 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général uniquement dans les deux (2) mois à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si le représentant de l'acheteur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général par le représentant de l'acheteur, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise seulement le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent et n'empêche aucune approbation tacite des demandes du titulaire.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux.

3.7 Délai de paiement

Le paiement interviendra dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception par HAROPA PORT | Le Havre du décompte, de la facture ou du mémoire du titulaire. HAROPA PORT | Le Havre se libérera des sommes dues par lui en faisant porter le montant par virement bancaire au crédit du compte indiqué en annexe à l'Acte d'Engagement.

4 DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES

4.1 Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est stipulé à l'article 3.2 de l'Acte d'Engagement.

Les travaux seront exécutés selon les modalités décrites ci-dessous.

La date du début du délai contractuel (début des travaux) sera fixée par HAROPA PORT | Le Havre et sera notifiée au titulaire par ordre de service. Le titulaire sera prévenu de cette date au minimum trente (30) jours à l'avance et devra donc impérativement être en mesure d'effectuer les travaux à la date ainsi prévue.

4.2 Prolongation du délai d'exécution

Conformément à l'article 18.2.3 du CCAG-TRAVAUX, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avance

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de deux cents Euros (200 Euros),

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire est plafonné à 20% du montant des travaux.

4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état initial des emplacements seront réalisés dans le délai d'exécution des travaux.

4.5 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux de levée des réserves (réception avec réserves)

En cas de retard dans l'exécution des travaux et des prestations permettant la levée des réserves listées lors des opérations préalables à la réception, l'entreprise subira une pénalité de retard fixée à 100 € HT par jour calendaire de retard, toutes réserves confondues, à compter de l'expiration du délai mentionné dans le document prescrivant les modalités de levées des réserves.

4.6 Pénalités pour non-respect des prescriptions techniques

Les pénalités éventuelles applicables en cas de non-respect des prescriptions techniques fixées par les fascicules concernés du CCTG ou du CCTP sont prévues s'il y a lieu au CCTP. Cette pénalité s'applique après une mise en demeure de 30 jours.

4.7 Retenue pour non-restitution de carte d'accès

En cas de non-restitution par le titulaire, d'une ou plusieurs cartes d'accès délivrées par le HAROPA PORT | Le Havre à l'issue de la décision de réception des prestations, une retenue égale trois cents euros (300 €) par carte non restituée sera opérée sur les sommes dues au titulaire jusqu'à restitution de la/les carte(s) d'accès.

4.8 Pénalités pour non désignation des représentants du titulaire sur le chantier

En cas de non-respect des délais de désignation des représentants du titulaire sur le chantier, à savoir :

- la personne habilitée à recevoir et à émettre tous documents relatifs au déroulement des prestations sur le chantier en qualité de représentant de l'entreprise,
- le correspondant sécurité (SPS) de l'entrepreneur ou du groupement
- le correspondant environnement dans le cadre du SOPAE.
- Le titulaire subira une pénalité de 50 € (cinquante Euros) par jour de retard.

4.9 Conditions d'application des pénalités retenues et réfections

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG- Travaux, lorsque HAROPA PORT | Le Havre envisage d'appliquer les pénalités de retard, il ne mettra pas en demeure le titulaire et n'invitera pas le titulaire à présenter ses observations s'il envisage d'appliquer des pénalités. Dans ce cadre, les dispositions de l'article 15 du présent CCAP sont applicables.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, chaque pénalité précise si une mise en demeure sera réalisée avant l'application des pénalités.

Les pénalités retenues sont toutes cumulables, non révisables et, uniquement pour ce qui concerne les délais d'exécution, libératoires.

Aucune T.V.A n'est applicable aux pénalités.

4.10 Pénalités pour non-respect du PAE et/ou des prescriptions environnementales

En cas de non-respect des dispositions particulières d'exécution des travaux fixées au P.A.E et/ou des prescriptions environnementales, le titulaire sera mis en demeure de se mettre en conformité avec celles-ci dans le délai figurant dans la demande qui lui en sera faite. Passé ce délai et à défaut de mise en conformité, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de cent (100,00 €) euros par jour jusqu'à la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant le respect desdites règles.

Par ailleurs, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de procéder à l'arrêt du chantier. Les surcoûts liés à l'arrêt du chantier resteront à la charge du titulaire.

Si des dommages à l'environnement devaient être constatés par HAROPA PORT - Le Havre / HAROPA PORT liés au non-respect des prescriptions, le titulaire aura à sa charge la remise en état du site et la mise en œuvre des mesures de réparation, et de compensation associées.

4.11 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur appliquera une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Conformément à l'article 3.6.1.5 du CCAG- Travaux, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité journalière égale à 1/1000 du montant du bon de commande concerné.

5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% du montant hors taxes des sommes dues au titulaire sera appliquée sur chaque acompte.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande délivrée par un établissement de crédit.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois cette garantie à première demande devra être constituée pour le montant total du marché toutes taxes comprises, y compris ses modifications en cours d'exécution. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie seront reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, y compris ses modifications en cours d'exécution.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés, dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie, sauf si le Maître d'Ouvrage a, avant l'expiration de ce délai, notifié par lettre recommandée au titulaire du marché, ou à l'établissement selon le cas, que le marché a fait l'objet de réserves et que celles-ci n'ont pas été levées à l'expiration de ce délai. Dans ce cas, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la levée de ces réserves.

5.2 Avance

Pour l'application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'option B s'applique. Si le montant du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance sera versée au titulaire, dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, sauf s'il y renonce expressément dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Il est égal au produit de ces 5 % par 12/N, N étant exprimé en mois, si le délai dépasse douze mois.

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel, atteindra 65 % du montant initial toutes taxes comprises du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché. Par dérogation aux articles 11.6 4ème paragraphe, 13.12 4^e et 13.21 du CCAG-Travaux, les stipulations de ces articles ne tiennent pas compte de l'avance. Le remboursement de l'avance est pris en compte (si elle existe) après les postes a et b définis à l'article 13.21.

L'avance ne peut être affectée par la mise en œuvre de la clause de variation dans les prix. Le remboursement de l'avance est pris en compte (si elle existe) après les postes a, c et e définis à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants, dans les conditions fixées à aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code la commande publique, lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est supérieur à cinquante mille (50 000) €uros hors T.V.A.

Le versement de cette avance, dont le montant est de 5 % du montant hors taxes en cas d'autoliquidation des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'Entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union Européenne, si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou équivalente), le titulaire du marché pourra proposer au Maître d'Ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuve en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes d'accréditation signataires des accords dits « EA » ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme NF EN ISO/CEI 17065 Décembre 2012. Le titulaire du marché devra alors apporter au Maître d'Ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le Maître d'Ouvrage accepte de faire jouer la clause d'équivalence. En complément à l'article 23 du CCAG-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître d'Ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier. Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-Travaux, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de 30 jour calendrier pour accepter ou refuser le produit proposé.

6 IMPLANTATION DES OUVRAGES

6.1 Plan général d'implantation des ouvrages

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-Travaux, le plan général d'implantation des travaux (L'annexe – « Tancarville – Poste 68 - Implantation groupe électrogène » a été fourni à l'entrepreneur au titre des pièces constitutives du marché.

7 PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION DES PRESTATIONS, SURETE ET ENVIRONNEMENT

7.1 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

En complément aux dispositions de l'article 31 du CCAG-Travaux, le titulaire s'engage à respecter les engagements communautaires et internationaux régulièrement ratifiés par la France, en vigueur lors de la conclusion du marché ou entrant en vigueur pendant son exécution, et notamment la Directive (UE) 2009/13/CE du conseil du 16 février 2009, modifiée par la Directive (UE) 2018/131 du Conseil du 23 janvier 2018, concernant l'accord relatif à l'organisation du temps de travail des gens de mer, conclu par les Associations des Armateurs de la Communauté Européenne et la Fédération Européenne des travailleurs des transports (JOUE du 20/05/2009).

Les dispositions particulières à prendre par l'entrepreneur en complément des dispositions de l'article 31 du CCAG-Travaux sont les mesures particulières d'organisation, d'hygiène et de sécurité du chantier détaillées à l'article I.9 du CCTP.

Ces dispositions sont complétées par :

- Visite commune préalable du lieu de l'intervention/ plan de prévention

7.1.1 Langue du chantier

La langue utilisée par le Maître d'œuvre sur le chantier est le français. L'Entrepreneur devra en conséquence prendre toutes dispositions pour que les informations ou les ordres donnés en tous lieux sur le chantier par le Maître d'Œuvre et ses représentants puissent être compris de tous, et notamment en matière de sécurité.

7.1.2 Terrain(s) ou bien(s) mis à la disposition de l'Entrepreneur

Un emplacement sera mis gratuitement à la disposition de l'Entrepreneur pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. La situation de cet emplacement sera précisée par le représentant de HAROPA PORT | Le Havre au titulaire dès que commencera à courir le délai contractuel d'exécution.

7.1.3 Les installations suivantes sont réalisées par l'entrepreneur

Sans objet

7.1.4 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'Entrepreneur :

- a. Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

b. Plan d'Hygiène et de sécurité

Un plan d'hygiène et de sécurité sera établi par l'entrepreneur en application de l'article 28.3 du CCAG-Travaux et sera soumis au visa de HAROPA PORT | Le Havre dans le délai fixé à l'article 8.1 du présent CCAP.

Plan de prévention

Conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992, une inspection commune des installations et des lieux sera organisée par HAROPA PORT | Le Havre au plus tard trois (3) jours avant le début des travaux et des prestations.

L'entrepreneur devra veiller à communiquer à HAROPA PORT | Le Havre les raisons sociales de ses sous-traitants participant à l'exécution des travaux et prestations.

Lors de cette inspection, HAROPA PORT | Le Havre définira en présence de l'Entrepreneur et des responsables de ses sous-traitants les limites du secteur d'intervention.

Une analyse des risques d'interférence entre les activités de HAROPA PORT | Le Havre et celles de l'entrepreneur et de ses sous-traitants sera menée au cours de cette inspection et les travaux dangereux figurant dans la liste de l'arrêté du 19 mars 1993 seront identifiés.

Un plan de prévention sera écrit d'un commun accord si le nombre total d'heures prévisible imputables aux travaux et prestations est égal au plus à 400 heures sur une période égale au plus à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus, si en cours d'exécution des travaux et prestations, ce nombre atteint 400 heures ou si quelle que soit la durée prévisible de ceux-ci, ceux à effectuer comportent des travaux dangereux identifiés lors de l'inspection commune préalable, ce plan devra être écrit.

Dans les Zones ISPS sous contrôle d'accès, l'entrepreneur devra signer quotidiennement un ordre de travail sécurité établi par HAROPA PORT | Le Havre avant de se rendre sur les lieux de l'intervention afin de prendre connaissance des dispositions de sécurité adaptées aux circonstances particulières du site, et à la fin de leur intervention avant de le quitter pour signaler leur départ.

Le plan de prévention ne pourra être validé qu'à la condition que le titulaire du marché et tous ses sous-traitants aient assisté à l'inspection commune préalable organisée par HAROPA PORT | Le Havre en vue d'analyser les risques d'interférences et d'identifier les phases d'exécution comportant des travaux dangereux cités par l'arrêté du 19 mars 1993.

Les travaux et les prestations ne pourront débuter avant la signature du plan de prévention par le titulaire du marché et tous les responsables des entreprises sous-traitantes.

Information des salariés

Le contenu du plan de prévention établi et signé par l'Entrepreneur et ses sous-traitants devra être connu par l'ensemble de leurs salariés avant le commencement des travaux. Ceux-ci devront en prendre connaissance dès leur arrivée sur les lieux des travaux et d'exécution des prestations.

En cas de recours à de la main-d'œuvre étrangère, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour que les modes opératoires, analyses de risque, les plans de prévention et les règlements de sécurité puissent être compris par l'ensemble des intervenants sur le chantier.

Cette disposition est également applicable aux co-traitants et sous-traitants éventuels.

7.1.5 Signalisation

La signalisation des chantiers dans la zone intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'Entrepreneur sous le contrôle de HAROPA PORT | Le Havre dans les conditions visées au CCTP et suivant la réglementation en vigueur.

7.1.6 Usage des voies publiques urbaines

En ce qui concerne l'usage des voies publiques urbaines, les dispositions particulières de l'article 34.1 du CCAG-Travaux sont applicables. Toutefois, par dérogation à l'article 34 du CCAG-Travaux, en ce qui concerne l'usage des voies portuaires d'accès à son chantier, l'Entrepreneur est seul responsable durant la durée de celui-ci des dégradations et du nettoyage des chaussées, accotements, talus et terre-pleins empruntés par ses engins.

Un constat de leur état sera préalablement établi contradictoirement avec le représentant de HAROPA PORT | Le Havre.

7.1.7 Dispositions relatives au risque amiante/plomb

Dans le cadre de la prévention du risque amiante/plomb, un repérage avant travaux est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire analysera le contenu du rapport avant travaux correspondant et s'assurera avant tout démarrage du chantier de la bonne adéquation entre les éléments figurant dans le rapport et la méthodologie d'exécution qu'il envisage de mettre en œuvre. Le cas échéant, le titulaire pourra être amené soit à adapter sa méthodologie, soit à solliciter un complément d'investigation auprès de HAROPA PORT | Le Havre.

7.2 Politique sûreté de HAROPA PORT | Le Havre

7.2.1 Objectifs de la politique sûreté

La politique « SURETE » de HAROPA PORT | Le Havre a pour objectif la protection de ses personnels, de ses installations, de son patrimoine technique et de ses systèmes d'information contre toute menace matérielle ou immatérielle malveillante visant à porter atteinte à l'autorité portuaire ou à l'accomplissement de ses missions.

Dans ce cadre, HAROPA PORT | Le Havre développe une culture sûreté auprès de ses personnels par le biais de formations, sensibilisations ou entraînements et développe l'adaptation de son organisation et de ses méthodes aux menaces et risques identifiés.

Par ailleurs, HAROPA PORT | Le Havre développe un contrôle des modes d'action visant à protéger ses flux d'information ainsi qu'une évaluation permanente des menaces susceptibles d'avoir un impact sur le niveau de sûreté de ses personnels ou de ses partenaires.

Le contenu de cette politique sûreté est défini à l'article 8.5.2 ci-dessous.

Ayant pris connaissance de ces dispositions, le titulaire s'engage à sensibiliser ses agents et ceux de ses sous-traitants aux impératifs de sûreté et respecter les dispositions réglementaires et les procédures en vigueur en termes de sûreté, notamment au travers des ressources déployées sur les sites de HAROPA PORT | Le Havre.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à préserver les informations et données dont il pourrait avoir connaissance et à signaler à l'autorité portuaire tout fait susceptible de porter atteinte à la sûreté de ses sites ou infrastructures.

7.2.2 Contenu de la politique sûreté

La politique sûreté se décline en cohérence avec la politique d'entreprise globale.

Certifié ISO 28000 depuis 2010, HAROPA PORT | Le Havre s'engage, en collaboration avec toutes les parties prenantes publiques et privées, à poursuivre sa démarche en matière de sûreté.

Elément d'attractivité majeure, cette politique vise à garantir un niveau d'efficacité répondant aux attentes de nos clients partenaires.

Dans le respect ses missions HAROPA PORT | Le Havre, s'engage à :

- mettre en œuvre les réglementations en matière de sûreté applicables à nos métiers ;
- participer à la stratégie commerciale et domaniale en créant des espaces sûrs et en sécurisant l'ensemble de la chaîne logistique ;
- contribuer à la lutte contre les trafics illicites ;
- poursuivre nos actions de sécurisation du passage de la marchandise en cohérence avec les risques ;
- poursuivre la démarche cyber-sécurité afin de garantir la sécurité de nos données, de celles auxquelles nous avons accès sur l'axe Seine et sécuriser les flux d'information ;
- conforter le développement de la culture sûreté au sein de l'entreprise et partager nos pratiques
- avec l'ensemble des acteurs de la place portuaire.

Le titulaire s'engage à conserver, de la façon la plus stricte, la discrétion la plus absolue sur l'ensemble des renseignements qu'il peut recueillir à l'occasion de l'exécution du présent marché public. Cette obligation de discrétion demeure même après la fin du présent marché public, qu'elle qu'en soit la cause.

Le titulaire doit garantir la sûreté de ses intervenants et de ses sous-traitants éventuels ainsi que des équipements et matériels déployés sur site.

Une demande d'enquête administrative peut être transmise par HAROPA PORT | LE HAVRE aux autorités compétentes dans le cadre du présent marché public. Cette enquête est destinée à s'assurer que la situation administrative concernant les intervenants de l'entreprise est compatible avec l'accès envisagé. HAROPA PORT | LE HAVRE en informe alors les intervenants concernés par écrit.

Le titulaire s'engage à transmettre l'identité des intervenants et assure l'enregistrement et le suivi des informations suivantes pour chaque intervention :

- date de l'intervention,
- horaire de l'intervention,
- nature de l'intervention.

Le titulaire doit fournir au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations, au plus tard 72 heures avant l'intervention, une copie (recto/verso) d'un document, en cours de validité, justifiant de l'identité de chaque intervenant (carte nationale d'identité ou passeport ou titre de séjour).

Le titulaire doit immédiatement signaler au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations tout mouvement de personnels et sous-traitants employés dans le cadre du présent marché public.

Si dans le cadre du marché public des cartes d'accès sont attribuées individuellement, elles ne peuvent faire l'objet d'aucun prêt ni cession. L'utilisateur sera le seul responsable. Tout manquement entraînera des sanctions.

De même, la perte ou la défectuosité d'une carte d'accès doit être impérativement signalée au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations pour invalidation et/ou renouvellement.

A la fin des prestations, l'ensemble des cartes d'accès doit être impérativement restitué au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations.

En cas de non-restitution par le titulaire d'une ou plusieurs cartes d'accès délivrées par HAROPA PORT | Le Havre à l'issue de la décision de réception des prestations, une pénalité égale à cent cinquante euros (150 €) par carte non restituée sera opérée sur les sommes dues au titulaire. En cas de perte, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) sera appliquée au titulaire.

En cas de non-respect des mesures de sûreté, le titulaire est mis en demeure d'apporter, sans délai, les actions correctives conformes aux exigences de HAROPA PORT | Le Havre sans qu'il puisse prétendre à indemnité ou prolongation de son délai d'exécution.

En cas de non-respect des mesures de sûreté et sur simple constatation par HAROPA PORT | Le Havre le titulaire subira une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) par jour calendaire jusqu'à la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant le respect desdites règles.

HAROPA PORT | Le Havre attire l'attention du titulaire sur les évolutions possibles des obligations réglementaires liées à la sûreté : niveau de sûreté ISPS et niveau de vigilance Vigipirate. A titre d'exemple, selon l'état de la menace et les directives étatiques, HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit de restreindre, voire interdire, les accès et les activités sur certaines zones. Pour ces raisons de sûreté, les prestations peuvent donc être suspendues sans que la responsabilité du titulaire ne puisse être engagée.

7.2.3 Exigences de sûreté au titre du présent marché

L'accès aux sites concernés par le présent marché nécessite des autorisations individuelles délivrées par HAROPA PORT | LE HAVRE. Pour cela, le titulaire devra fournir au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé des prestations, une copie (recto/verso) d'un document, en cours de validité, justifiant de l'identité de chaque intervenant (carte nationale d'identité ou passeport ou titre de séjour) ainsi qu'une photo sous format JPG.

Ces documents seront à transmettre au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé des prestations, dans un délai compatible avec la réalisation des autorisations d'accès par le pôle SCA (48h ouvrées a minima).

Le titulaire doit immédiatement signaler au représentant de HAROPA PORT | Le Havre, tout départ de son entreprise des intervenants disposant d'une carte d'accès afin que celles-ci soient invalidées. Ces dernières devront être impérativement restituées au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé des prestations.

De même, la perte ou la défectuosité d'une carte d'accès doit être impérativement signalée au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé des prestations, pour invalidation et/ou renouvellement.

Certains sites étant définis comme « isolés », les interventions de l'Entrepreneur se feront avec, au minimum, deux personnes impérativement. Les intervenants devront être équipés d'un moyen de communication propre à l'entreprise intervenante et devront être joignables par le gestionnaire du contrat à tout moment de l'intervention.

L'Entreprise s'engage à respecter la confidentialité des informations qu'elle pourrait acquérir à l'occasion de la prestation.

L'Entreprise assurera l'enregistrement et le suivi des informations suivantes pour chaque intervention sur site :

- Identité de l'Intervenant,
- Créneau horaire de l'intervention,
- Date de l'intervention,
- Heure d'intervention,
- Nature de l'intervention.

Ces informations seront mises à disposition de HAROPA PORT | Le Havre sur simple demande écrite.

En cas de modification impactant les mesures de sûreté mises en place sur le site d'intervention, le titulaire devra en faire préalablement la demande auprès du représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations qui transmettra au Pôle Sûreté et Continuité d'Activité (SCA) pour validation.

Au cours de l'exécution des prestations, le Pôle SCA pourra réaliser des visites de sûreté afin de vérifier le respect des dispositions relatives à la politique sûreté de HAROPA PORT | Le Havre et, notamment, la mise en place des mesures préalablement définies avec le titulaire.

En cas de non-respect des mesures de sûreté, le titulaire sera mis en demeure d'apporter, sans délai, les actions correctives conformes aux exigences de HAROPA PORT | Le Havre sans qu'il puisse prétendre à indemnité ou à une prolongation de son délai d'exécution.

Le titulaire devra garantir la sûreté de ses intervenants et de celle des sous-traitants éventuels ainsi que des équipements et matériels déployés sur site.

HAROPA PORT | Le Havre attire l'attention du titulaire sur les évolutions possibles des contraintes réglementaires liées à la sûreté : niveau de vigilance Vigipirate et niveau de sûreté ISPS. Selon l'état de la menace et les directives étatiques, HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit de restreindre, voire interdire, les accès et les activités sur certaines zones.

Pour ces raisons de sûreté, les prestations peuvent donc être suspendues.

HAROPA PORT | Le Havre pourra procéder à des contrôles (audits) visant à s'assurer de la conformité du process de sûreté.

Une copie du dossier pour chaque intervenant est conservée au Pôle SCA d'HAROPA PORT | Le Havre pendant la durée des prestations.

8 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

En complément aux dispositions de l'article 38 du CCAG-Travaux, les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules concernés du CCTG ou le CCTP sont à la charge de l'Entrepreneur et seront exécutés par un laboratoire agréé par HAROPA PORT | Le Havre.

Si le maître d'œuvre prescrit, pour les ouvrages, d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître d'ouvrage. Toutefois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, si ces contrôles initialement à la charge du Maître d'Ouvrage mettent en évidence des anomalies ou non-conformités, les frais correspondants en seront supportés par l'Entrepreneur.

Les dispositions du 3° de l'article 24 du CCAG-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Pour ce qui concerne les contrôles de réception des fournitures, ils seront exécutés :

- En usine par le fournisseur.
- Sur le chantier par l'entreprise.

HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles, en sus de ceux définis par le marché. Ceux-ci seront à la charge de HAROPA PORT | Le Havre.

Toutefois, par dérogations à l'article 38 du CCAG-Travaux, si ces essais complémentaires conduisent à mettre en avant un manquement aux obligations du titulaire, ou un défaut de qualité, le coût de ces essais sera mis à la charge de ce dernier.

8.2 Réception

Il est prévu une réception unique de la totalité des ouvrages à construire. Toutefois, HAROPA PORT | Le Havre se réserve la possibilité de prononcer des réceptions partielles dont les modalités seraient alors fixées par ordre de service.

En complément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution préalable et concluante des épreuves définies au CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du C.C.A.G Travaux, le titulaire ne peut ni notifier au maître d'ouvrage que le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date des opérations préalables à la réception ni, à défaut de la fixation d'une date par le maître d'ouvrage, considérer comme acquise la réception des travaux à l'expiration du délai de trente jours.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, au cas où les travaux de levée des réserves ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, et dans le cas où la réception a été prononcée sous réserves, l'acheteur peut les faire réaliser aux frais et risques de l'entreprise après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des pénalités de retard prévus à l'article 4.5.

La constatation de l'exécution des prestations ayant donné lieu à réserve doit faire l'objet d'un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception, établi à la demande de l'entreprise dans les termes des articles 41.1 et 41.2 du CCAG-Travaux.

De surcroît, et en complément à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, en cas de défaillance de l'entreprise dans son obligation d'exécuter les travaux de levée de réserves, la procédure d'établissement de son décompte général, si elle a été mise en œuvre, pourra être suspendue de plein droit par ordre de service afin de pouvoir y faire figurer en déduction du solde le montant de ces pénalités de retard et, le cas échéant, celui du coût de l'exécution des travaux aux frais et risques de l'entreprise.

Les réserves à lever identifiées lors de la réception de l'acheteur peuvent également faire l'objet de l'article 41.7 du CCAG-Travaux.

Le prononcé de la réception des travaux ou l'intervention d'un décompte général et définitif sans avoir mentionné de réserve concernant un dommage causé à un tiers ne fait pas obstacle à la recevabilité de l'action en responsabilité ou de l'appel en garantie du maître d'ouvrage contre le titulaire ou son assureur.

En cas de réception, le transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage intervient le jour de la notification de la décision prévue par l'article 41.3 du CCAG-Travaux ou de l'expiration du délai prévu par ce même article.

8.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

8.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9 GARANTIES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai de garantie est acquise de plein droit et sans formalité jusqu'à la mise en conformité exigée pour tous travaux dont l'exécution a fait l'objet d'une mise en demeure à l'entrepreneur de la part du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage avant l'expiration du délai de garantie.

9.1 Garantie pour vice caché

Les garanties prévues au présent article ne font pas obstacle à ce que le Maître d'Ouvrage soit en droit de rechercher la responsabilité du titulaire sur le fondement de la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 à 1649 du Code Civil, qui sont et restent applicables au présent marché.

9.2 Garanties particulières

En application des dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux, les garanties particulières ci-après sont prévues. Il est précisé que ces garanties ne font pas obstacle à ce que le Maître d'Ouvrage recherche la garantie décennale des constructeurs résultant des principes des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

L'entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage, pendant un délai de trois (3) ans à compter de la date de réception du marché, contre tout défaut de fonctionnement des éléments d'installations ci-après :

- Groupe électrogène et système de commande.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande de HAROPA PORT | Le Havre, toutes les réparations ou réfections nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuses dans le délai vingt-quatre (24) heures à compter d'une demande par mail / fax / téléphone (confirmé par mail), que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

10 ASSURANCES

11.1 Responsabilité

Le titulaire du marché, sera responsable, peu important la nature et l'étendue des garanties d'assurance souscrites, des dommages de toute nature qu'il aura causés et garantira le Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine – HAROPA PORT | Le Havre (HAROPA PORT | Le Havre) contre les dommages de toute nature qui seraient causés par ses co-traitants et / ou sous-traitants, que ces dommages soient corporels, matériels et / ou immatériels consécutifs ou non consécutifs, directs ou indirects, envers HAROPA PORT | Le Havre, pris en ses personnels et installations, et les tiers, résultant de l'exécution du présent marché public.

10.2 Assu

10.3 rances

Le candidat certifie qu'il est titulaire de polices d'assurances, souscrites auprès de Compagnie d'assurances notoirement solvables pour les risques et responsabilités encourus au titre du présent marché public et s'engage à le rester pendant toute la durée du présent marché public.

Il devra avoir fourni, à l'appui de son offre, les attestations d'assurance sur lesquelles, il sera expressément précisé qu'elles couvrent les conséquences de sa responsabilité encourue au titre du présent marché public, tant à l'égard de HAROPA PORT | Le Havre, pris en ses personnels et installations, qu'envers les tiers.

Dans l'hypothèse où le candidat serait un groupement de personnes morales et/ou physiques, le mandataire ou interlocuteur privilégié identifié fournira à l'appui de l'offre, des attestations d'assurances sur lesquelles il sera expressément précisé qu'elles couvrent le groupement et/ou ses membres des conséquences de leurs responsabilités encourues au titre du présent marché public.

En tout état de cause, le candidat, le mandataire ou l'interlocuteur privilégié identifié devra s'assurer que les éventuels co-traitants et sous-traitants bénéficient d'une couverture assurantielle suffisante pour les prestations qu'ils auront à réaliser.

Les attestations d'assurance susmentionnées devront faire apparaître les garanties et capitaux minimums suivants, étant entendu que ces garanties et capitaux ne constituent nullement une limitation de responsabilité du Titulaire que ce soit dans son étendue ou son montant :

- Responsabilité civile pendant travaux, comprenant la responsabilité du fait des produits défectueux :
 - Dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : DEUX (2) millions d'euros par sinistre ;
 - Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : UN (1) million d'euros par sinistre.
- Responsabilité civile après travaux, comprenant la responsabilité du fait des produits défectueux, y compris les frais de retrait :
 - Dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : TROIS (3) millions d'euros par an ;
 - Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : DEUX (2) millions d'euros par an.
- Responsabilité civile atteinte à l'environnement (RCAE) :
 - Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, frais d'urgence, préjudice écologique : TROIS CENT MILLE (300 000) euros par an.
- Responsabilité environnementale :
 - Dommages affectant les sols, les eaux, les espèces et habitats naturels protégés : CENT CINQUANTE MILLE (150 000) euros par an.

Si le candidat ou son mandataire, n'a pas remis à l'appui de leur offre les attestations d'assurance susmentionnée, il devra remettre cette attestation dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution.

Dans le cas où le titulaire, ne remettrait pas à HAROPA PORT | Le Havre les attestations d'assurance dans ce délai, une pénalité de cent (100) euros par jour de retard leur serait appliquée.

Dans le cas où les garanties/capitaux seraient insuffisants, le titulaire disposera d'un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la réception de la demande de HAROPA PORT | Le Havre, pour fournir une attestation contenant les garanties/capitaux demandés, au-delà une pénalité de cent (100) euros par jour de retard lui sera appliquée.

En cas d'insuffisance des garanties de ses assurances propres, le titulaire pourra souscrire une adhésion au contrat d'assurance responsabilité civile des intervenants extérieurs, auprès de l'assureur de HAROPA PORT | Le Havre (à l'exclusion de la RCAE et de la responsabilité environnementale). Les garanties ainsi souscrites interviendront après épuisement des garanties du contrat responsabilité civile de l'intervenant dans la limite de 8.000.000 € pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, de 2.000.000 € pour les dommages immatériels non consécutifs et de 1.524.490 € pour les dommages résultant de la pollution accidentelle. Le titulaire pourra obtenir tous renseignements auprès du Service affaires juridiques et assurances de HAROPA PORT | Le Havre.

Le candidat s'engage à maintenir les assurances demandées au présent article et, a minima, les montants de garantie acceptés, pendant toute la durée de ce marché public.

11 DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES A L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE

Le présent marché public vaut titre d'occupation.

Ce titre est délivré à titre gratuit pour l'exécution des prestations du présent marché public.

Le titulaire est autorisé à occuper un bien du domaine public compris dans la circonscription de HAROPA PORT | Le Havre. Ce bien est précisé à l'article 7.1.2 du présent CCAP

Cette autorisation n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'Article L 2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Les conditions générales d'occupation de HAROPA PORT | Le Havre s'appliquent au présent marché public et sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.haropaport.com/fr>.

Les stipulations des pièces du présent marché public priment en cas de contradiction.

Les dispositions suivantes sont applicables au présent marché public : <http://www.haropaports.com/fr/le-havre/professionnels/offres-foncières-et-immobilières>.

Les stipulations des pièces du présent marché public priment en cas de contradiction.

Les dispositions suivantes sont applicables au présent marché public.

11.1 Destination – Engagement d'utilisation

Le bien objet du présent titre sera exclusivement destiné à l'exécution du présent marché public, et à l'exclusion de tout autre usage, et dans les limites des obligations liées à l'occupation domaniale.

11.2 Durée

Le titre est accordé pour l'exécution des prestations du présent marché public.

La durée maximale du présent titre ne saurait en aucun cas dépasser les délais réels pour l'exécution des prestations (délai de remise en état des emplacements prévus inclus).

Par conséquent, l'occupation cessera de plein droit après l'exécution des prestations.

11.3 Restitution des lieux – Remise en état

A l'expiration du titre pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'engage à restituer à HAROPA PORT | Le Havre un bien conforme aux spécifications initiales.

Le titulaire se reconnaît responsable du ou des biens qui lui sont confiés et s'engage à remettre ces emplacements en état.

Dans ce cadre, la restitution du bien devra être précédée d'un dégagement, nettoyage et remise en état aux frais du titulaire.

En outre, HAROPA PORT | Le Havre pourra, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, pourvoir d'office à la remise en état des lieux aux frais et risques du titulaire, sans préjudice des pénalités précédemment citées.

11.4 Sous-occupation

Le titulaire peut autoriser ses sous-traitants et cotraitants à occuper tout ou partie du domaine public mis à la disposition ainsi que les ouvrages et installations s'y trouvant implantés. La notification du marché public et des actes spéciaux de sous-traitance entraînent l'accord de HAROPA PORT | Le Havre valant titre d'occupation.

12 RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFIEE

Chaque partie au marché est tenue au respect des exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « Loi Informatique & Libertés ») relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à garantir la protection et l'exercice des droits des personnes concernées.

Le titulaire communique à HAROPA PORT | Le Havre l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Pour HAROPA PORT | Le Havre, le délégué à la protection des données peut être contacté à l'adresse courriel : dpo@haropaport.com

HAROPA PORT s'engage à traiter les données personnelles fournies exclusivement dans le cadre des finalités nécessaires à la passation et à l'exécution des prestations objet du présent marché public. Ces données seront conservées pendant une durée maximum de 5 ans à l'issue de l'exécution des prestations.

13 RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

13.1 Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

13.2 Obligations du titulaire

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

13.3 Obligations d'information

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : [Nom et coordonnées du service référent de l'acheteur ou de l'autorité concédante]

Il informe sans délai l'acheteur ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

13.4 Mesures coercitives

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

14 CLAUSES DE RÉEXAMEN

En complément de l'article 54 du CCAG-TRAVAUX, le contrat intègre des clauses de réexamen qui pourront être mises en œuvre à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les hypothèses suivantes :

1. **En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte de façon substantielle à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier malgré les modalités d'adaptation prévues au contrat** : dans cette hypothèse, les parties pourraient alors se concerter afin de choisir par voie d'avenant, un nouvel indice représentatif et/ou de modifier la part d'un indice au sein de la formule de révision des prix, voire de réajuster ou supprimer la part fixe, ou encore de redéfinir la périodicité d'application de cette formule, le cas échéant. A défaut, les parties pourraient convenir également de se concerter afin le cas échéant, d'intégrer par voie d'avenant, ce type d'augmentation sur production, par le titulaire du marché, de l'ensemble des justificatifs nécessaires à son appréciation par HAROPA PORT | Le Havre. Toute modification éventuelle des prix du marché, par voie d'avenant, s'entend pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié. Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau. Dans tous les cas, ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des clauses de butoir et/ou de sauvegarde prévues au marché, le cas échéant. En tout état de cause :
- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur tant qu'aucun accord n'est intervenu entre les parties ;
 - Le Titulaire ne peut refuser de réaliser la prestation au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

1. **Application du coefficient de révision des prix aboutissant à une révision supérieure à 15 % par rapport aux valeurs initiales** : dans cette hypothèse, les parties pourraient alors se concerter afin de choisir un nouvel indice représentatif et/ou d'en modifier la part au sein de la formule de révision, voire de réajuster ou supprimer la part fixe, le cas échéant. Cette possibilité pourra également être sollicitée dans le cadre des innovations/améliorations indiquées au 4) ci-après. Ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des clauses de butoir et/ou de sauvegarde prévues au marché, le cas échéant.
2. **Reconduction anticipée du marché** : dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint le montant maximum prévu par le marché avant le terme de la période contractuellement déterminée, le contrat pourra alors faire l'objet d'une reconduction anticipée, sans que cette décision ne modifie la durée totale prévue au CCAP. L'acheteur informe alors le titulaire de la survenance de cette reconduction qui fera alors l'objet d'une décision fixant le point de départ et l'échéance de cette période de reconduction.
3. **Modulation du montant maximum du marché** : dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint, avant son terme, le montant maximum de la période en cours de validité, ce montant pourra être augmenté, par compensation, dans les limites du montant maximum toutes périodes confondues et des sommes déjà engagées. Le cas échéant, l'acheteur informera le titulaire de la survenance de cette modulation qui fera alors l'objet d'une décision fixant le nouveau montant maximum de la période en cours d'exécution et celui/ceux des périodes suivantes. Le titulaire ne pourra pas se prévaloir de l'augmentation du montant maximum sur la période de validité de l'accord-cadre pour obtenir une indemnisation d'un préjudice éventuel.
4. **Améliorations/innovations environnementales** : Si en cours de marché des innovations ou des améliorations venaient à être proposées en matière environnementale (notamment carburants, changement dans la méthodologie d'exécution des prestations susceptibles de diminuer l'empreinte carbone globale), les parties pourraient là aussi se réunir afin d'en étudier les conséquences technico-financières dans le but de les intégrer à un avenant.

La partie sollicitant la mise en œuvre de l'une des clauses de réexamen visée au présent CCAP adresse sa demande par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel. Elle joint à celle-ci l'ensemble des documents justificatifs nécessaires à l'examen des conditions d'application de la clause.

Après accord des parties sur les modifications à apporter aux prestations et leurs modalités d'intégration, la décision finale sera formalisée par l'acheteur.

15 REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

15.1 Obligation d'alerte préalable

A peine de forclusion concernant la possibilité de présenter une demande de rémunération complémentaire ou de prolongation de délai à raison des faits qui se sont produits pendant la période écoulée, le titulaire devra adresser au maître d'œuvre, avec copie au maître d'ouvrage à chacune des dates (n) définies ci-dessous, majorée d'un (1) mois, un rapport retraçant les faits de toute nature qui se sont produits entre la dernière date (n-1) et la date (n) considérée et qu'il estime susceptibles de justifier une rémunération complémentaire par rapport aux prix contractuellement convenus et/ou une prolongation de délai.

Ce rapport devra clairement identifier les faits générateurs, les justifier par la production des documents correspondants et fournir toutes précisions et justifications quant à leurs conséquences, sur le plan contractuel, technique et financier. Ces rapports devront être complets, finalisés, concis et précis, intelligibles et dénués d'ambiguïtés, de difficultés d'interprétation. La rédaction des rapports doit éclairer avec suffisamment de fiabilité et de précision sur les conséquences notamment financières des faits invoqués.

Le maître d'ouvrage accorde une importance toute particulière à la qualité des rapports d'alerte préalable et se réserve la possibilité de rejeter le rapport du fait de sa remise tardive, du caractère incomplet de celui-ci. En cas de rejet, le rapport est considéré comme non remis et la forclusion est acquise.

L'absence d'observations formulées par le maître d'ouvrage ne constitue pas une acceptation tacite ou de fait. L'envoi d'un rapport au maître d'ouvrage n'entraîne pas une obligation de réponse de ce dernier. Une réunion de présentation et d'éventuelles discussions à propos de ce rapport pourra être organisée au gré de la maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage.

Les dates retenues sont : tous les trois (3) mois à partir de la notification du marché. La fréquence ne pourra pas dépasser quatre rapports par an. Le non-respect de cette dernière disposition entraînera le rejet du rapport.

15.2 Mémoire en réclamation

Pour l'application de l'article 55.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que tout différend soulevé par l'Entrepreneur avant la procédure de clôture des comptes des articles 12.3 et suivants du CCAG-Travaux, constitue nécessairement un différend avec le Maître d'Œuvre de sorte que tout mémoire de réclamation de l'Entrepreneur présenté pour la première fois et en dehors de la procédure des articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux, est réputé correspondre à celui de l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux, quel que soit son destinataire.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ces délais équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

Par dérogation à l'article 55.1.4 du CCAG-Travaux, si l'entrepreneur ne donne pas son accord à la décision ainsi prise, les modalités fixées par la décision du maître d'ouvrage sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures décrites aux articles 55.2 et 55.3 du CCAG-Travaux.

15.3 Procédure contentieuse

Il est précisé également que le délai de six (6) mois prévu par l'article 55.3.2 du CCAG-Travaux court également en l'absence de décision prise par le Maître d'Ouvrage dans le délai de deux mois en vertu des stipulations de la dérogation ci-dessus, pourvu que la procédure concerne une réclamation relative au décompte général.

16 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 1 %.

17 PRECISIONS POUR L'APPLICATION DU CCAG-TRAVAUX

- Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG-Travaux sont complétées comme suit :
« L'Entrepreneur qui a refusé de signer un constat ou ne l'a signé qu'avec réserves et qui n'a pas explicité ses réserves dans une lettre transmise au Maître d'Œuvre au plus tard quinze (15) jours après la date du constat, est définitivement réputé avoir accepté les termes de ce constat. »
- Les dispositions de l'article 12.3.1 sont complétées comme suit :
Le projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.
Les demandes qui n'ont pas fait l'objet d'une contractualisation dans le cadre du contrat initial ou d'un avenant doivent de plus avoir fait l'objet d'un véritable mémoire de réclamation préalablement transmis au Maître d'Œuvre en application de l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux.
- En complément de l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que les motifs, fondements et montants d'une réclamation formulées en application de ce même article ne peuvent en aucun cas être modifiés par la suite.
- En complément de l'article 17.3 du CCAG-Travaux, toute indemnisation de l'Entrepreneur est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet et ne pouvaient faire l'objet- d'aucun règlement à l'Entrepreneur par son ou ses assureurs ou tout autre tiers au contrat.
- En complément de l'article 52 du CCAG-Travaux, il est précisé que la résiliation du marché, simple ou aux frais et risques de l'Entrepreneur, ne peut être que partielle.
-

18 ATTESTATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIES DE NATIONALITE ETRANGERE HORS U.E.

Le titulaire devra remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché, à des salariés de nationalité étrangère, à l'exception des salariés de la Communauté Européenne et, dans l'affirmative, certifier que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

A défaut de remise de cette attestation, la signature par l'Entrepreneur du présent CCAP vaudra attestation.

19 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-travaux, le dernier article du CCAP ne liste pas les articles dérogatoires au CCAG.